

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE
A/34/725
S/13649
26 novembre 1979
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-quatrième session
Point 80 de l'ordre du jour
DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR
LA FEMME : ÉGALITÉ, DÉVELOPPEMENT
ET PAIX

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-quatrième année

Lettre datée du 26 novembre 1979, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent du Kampuchea démocratique auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, pour information, le texte de la déclaration faite par Mme Ieng Thirith, Ministre des Affaires sociales et chef de la délégation du Kampuchea démocratique à la Réunion régionale préparatoire à la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, tenue à New Delhi (Inde), du 5 au 9 novembre 1979.

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 80 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent du
Kampuchea démocratique.

(Signé) THIOUNN Prasith

ANNEXE

DECLARATION
FAITE PAR Mme IENG THIRITH,
MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES, CHEF DE
LA DELEGATION DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

A
LA REUNION REGIONALE PREPARATOIRE A LA
CONFERENCE MONDIALE DE LA DECENNIE DES
NATIONS UNIES POUR LA FEMME

5-9 NOVEMBRE 1979
NEW DELHI (INDE)

Madame la Présidente,

Pour nous autres femmes, qui venons d'un pays déchiré par la guerre, cette réunion est un événement tout spécial : les femmes du Kampuchea et le peuple kampuchéen tout entier connaissent actuellement des souffrances indicibles, dues à l'aggression perpétrée par les Vietnamiens qui, depuis le 25 décembre 1978, mettent notre bien-aimé pays à feu et à sang, brûlant, détruisant, massacrant tout ce qu'ils trouvent sur leur chemin.

Rappellerai-je, Madame la Présidente, qu'en décembre 1978, à la veille de l'invasion vietnamienne, le Gouvernement du Kampuchea démocratique avait atteint son premier objectif : assurer à tous les citoyens une existence décente. Tous étaient nourris, vêtus et logés de façon acceptable. Quant aux femmes, elles jouissaient des mêmes droits que les hommes, conformément à notre Constitution dont l'article 13 stipule que "l'homme et la femme sont égaux à tous égards. La polygamie et la polyandrie sont interdites."

Dès avant 1975, pendant les cinq années qu'a duré notre guerre de libération, les femmes kampuchéennes, au risque de leur vie, participaient à égalité avec les hommes à la lutte de libération nationale, en tant qu'infirmières, convoyeuses d'approvisionnements destinés au front, voire en tant que combattants. Beaucoup n'ont pas hésité à faire le sacrifice suprême. Cependant, c'est surtout après 1975, après la libération, que les femmes kampuchéennes, au même titre que les hommes, ont contribué à la reconstruction du pays, dévasté à 80 p. 100, et se sont efforcées d'améliorer le niveau de vie de la population.

Dans le domaine politique, du village aux sphères gouvernementales, les Kampuchéens ont assumé à tous les niveaux de hautes responsabilités dans la conduite des affaires de notre pays. Il y a eu alors des femmes ministres, gouverneurs adjoints de régions, chefs de districts et responsables de villages.

Dans le domaine économique, alors que les autorités d'Hanoi, au lendemain même de notre libération, attaquaient nos frontières et que la plupart des hommes reprenaient la lutte pour la défense du territoire, l'écrasante majorité des travailleurs, tant dans les rizières ou les plantations d'hévéas que dans les usines, étaient des femmes. Certaines industries légères - usines de textiles ou de produits pharmaceutiques, sucreries, etc. - ont été maintenues en activité et presque intégralement gérées par des femmes. Dans le secteur des transports, on a vu des femmes conduire des camions.

Dans le domaine des services sociaux et de la santé publique, les effectifs étaient constitués presque entièrement de femmes : infirmières, médecins, spécialistes, voire chirurgiens. Ce sont aussi des femmes qui ont pris la direction du secteur de l'enseignement et de la propagande.

C'est ainsi que pendant trois ans et demi, depuis la libération en 1975 jusqu'à l'invasion vietnamienne à la fin de 1978, les femmes kampuchéennes ont joué un rôle de premier plan dans l'effort de reconstruction nationale.

C'est à juste titre qu'elles étaient fières des responsabilités que leur confiaient notre peuple et notre gouvernement et c'est avec le désintéressement qui caractérise les femmes dans le monde entier qu'elles ont mis leur vie au service de la communauté nationale. Notre gouvernement les a aidées à s'acquitter pleinement de leur tâche en créant dans chaque village, chaque usine et chaque service administratif, des crèches où l'on prenait soin de leurs enfants. Par ailleurs, paysannes, ouvrières ou fonctionnaires, toutes les femmes enceintes avaient droit à deux mois de repos avant et après l'accouchement. Les soins médicaux qui dans notre pays sont gratuits leur étaient dispensés en priorité. L'alimentation spéciale et le régime de travail qui leur étaient réservés visaient à leur permettre d'allaiter leurs bébés. Grâce à ces facilités, elles pouvaient se consacrer à leur tâche avec un maximum d'efficacité.

Jamais les hommes n'ont mis en doute le rôle de premier plan ainsi dévolu aux femmes : c'est que le respect qu'ils leur témoignaient était dû tant à l'éducation qu'ils avaient reçue qu'aux éminentes qualités dont elles faisaient preuve.

En adoptant à l'égard des femmes une politique juste, notre gouvernement a réussi à susciter chez elles une participation sans réserve à l'effort de reconstruction et de défense nationales. Or, les femmes représentent plus de la moitié de la population du Kampuchea. C'est pourquoi, en l'espace de trois ans et demi, le pays, qui était peu évolué sur le plan agricole, s'est modernisé à cet égard, se dotant d'un système d'irrigation qui lui permettait d'exploiter en toute saison 700 000 hectares de terres. Aux paysages arides firent place, même au plus fort de la saison sèche, des terres verdoyantes où poussaient riz, légumes et arbres fruitiers. Sous la gestion intègre et dévouée des femmes, de nombreuses économies furent en outre réalisées dans les villages, les usines, les services administratifs. Des programmes d'enseignement dispensés dans tout le pays permirent de s'attaquer radicalement à l'analphabétisme, tant parmi les femmes que dans le reste de la population. Armées de connaissances générales et spécialisées, les femmes kampuchéennes se découvrirent des aptitudes insoupçonnées jusque-là et devinrent une des forces les plus sûres de la nation.

Ces résultats ont été acquis malgré le sabotage frénétique auquel se livrait la cinquième colonne, chargée par les autorités d'Hanoi de saper notre politique à l'égard des femmes. Ces agents secrets se sont infiltrés dans nos rangs et, sous le couvert d'activités révolutionnaires, se sont employés par tous les moyens à nuire aux femmes, en particulier à les pervertir, allant jusqu'à assassiner celles dont les mérites étaient le plus évidents.

Le 6 juillet 1978, Madame la Présidente, notre peuple et notre armée révolutionnaire, sous la direction du Gouvernement du Kampuchea démocratique, ont infligé aux autorités d'Hanoi une défaite dans leur première guerre d'agression; en mai 1978, nous avons écrasé la cinquième colonne vietnamienne qui, depuis 1947,

s'était infiltrée dans notre pays. A la suite de ces échecs, les autorités d'Hanoi ont signé le 3 novembre 1978 un traité militaire avec Moscou et c'est avec une puissante aide militaire de l'Union soviétique que, le 25 décembre 1978, elles ont déclenché à une échelle beaucoup plus vaste que précédemment une deuxième guerre d'agression contre le Kampuchea démocratique.

De 120 000 hommes en décembre 1978, les troupes d'Hanoi sont passées à 220 000. Elles s'efforcent désespérément d'écraser la résistance du Kampuchea mais, comme on le sait de par le monde, notre peuple et notre armée révolutionnaire, sous la direction du Gouvernement du Kampuchea démocratique, ont vigoureusement et vaillamment contre-attaqué et, depuis plus de dix mois, nos guerrilleros entraînent l'agresseur vietnamien dans une guerre d'usure dont il ne voit pas la fin.

Mais ces dix mois, en raison du caractère fasciste et des visées génocides de l'agresseur vietnamien qui veut exterminer notre peuple pour s'approprier le Kampuchea, ont été dix mois sanglants : le pays tout entier est devenu un terrain de pillage, de dévastation, de massacres où sévit la famine engendrée par la politique de la terre brûlée à laquelle se livrent sans pitié les autorités expansionniste d'Hanoi. Les crimes de génocide commis à l'encontre de nos femmes en particulier sont innombrables et indescriptibles. Plus de la moitié de nos 500 000 compatriotes qui ont été sauvagement massacrés par l'agresseur vietnamien sont des femmes, surtout des femmes enceintes ou venant d'accoucher et de vieilles femmes trop faibles pour échapper à la furie de leurs persécuteurs. Avec un cynisme sans nom, les soldats vietnamiens les violent jusqu'à la mort, ou s'il leur reste une étincelle de vie, les achèvent à coups de baïonnette. Septuagénaire, octogénaire, nulle n'est épargnée. C'est ainsi que les Vietnamiens entendent se débarrasser des femmes du Kampuchea. Pour détruire notre population, éliminer nos femmes, ils ont recours à des méthodes barbares, proprement fascistes : arrosant d'essence nos compatriotes, ils les brûlent vifs; ils leur percent les mains et les oreilles, les attachent à la file pour les empêcher de fuir et les traînent ainsi jusqu'au lieu d'exécution. Quant aux enfants, il y a une façon toute spéciale de les tuer : on prend les bébés au berceau par les jambes et on leur fend le corps en deux, ou alors on les embroche sur des baïonnettes; on fend le crâne des plus grands en les précipitant contre des arbres. L'agresseur vietnamien a aussi ses méthodes pour achever les blessés. Partout où il s'en trouve, dans les hôpitaux de Pnom-Penh ou dans les villages où on les a évacués, les hordes vietnamiennes les ligotent, les couchent à même la route pour les écraser sous leurs tanks.

En outre, survolant notre territoire à basse altitude, leurs avions de chasse mitraillent sauvagement villages, convois routiers et paysans au travail dans les rizières. Les pertes en vies humaines se comptent par centaines chaque fois et les biens de la population subissent des dommages considérables.

Ce qui est encore plus grave, c'est que les agresseurs vietnamiens ont maintenant recours à des armes chimiques - substances et gaz toxiques; ainsi, pourront-ils exterminer encore plus rapidement nos femmes et notre peuple.

Epouvantable entre toutes est la stratégie qui consiste à affamer le peuple. Après avoir pillé nos entrepôts de Phnom-Penh et du port de Kampong Som, nos dépôts régionaux, de districts et de villages, brûlé sur pied nos récoltes de riz, détruit tout notre matériel agricole, ils vont maintenant jusqu'à parquer notre population dans des villes ou dans des villages, lui interdisant sous peine de mort d'aller planter du riz ou des légumes ou de chercher des pommes de terre sauvages. En même temps, ils la privent de riz et de sel, la condamnant de façon cynique et délibérée à mourir de faim. Le nombre de nos compatriotes morts de la sorte a déjà dépassé les 500 000 et il augmente de jour en jour.

Madame la Présidente,

La guerre d'agression génocide menée par les Vietnamiens, outre qu'elle a réduit à néant les conquêtes économiques et sociales de nos femmes et de notre peuple, a déjà fait plus d'un million de victimes : 500 000 ont été massacrées, les autres sont mortes de faim.

A la racine de ce monstrueux génocide, il y a l'expansionnisme débridé de l'agresseur qui l'a amené à engloutir le Laos et à attaquer le Kampuchea pour l'engloutir à son tour, son objectif étant de mettre sur pied la prétendue fédération indochinoise, qui lui servira de tremplin pour étendre à toute l'Asie du Sud-Est sa politique d'agression et d'expansion.

A cette fin, les autorités d'Hanoi combinent en ce moment opérations militaires et stratégie de la faim. Ce qu'elles veulent, c'est engloutir notre pays en exterminant tout notre peuple.

L'opinion internationale est aujourd'hui alarmée par la guerre d'extermination que livrent les autorités d'Hanoi au peuple kampuchéen par le biais de leur présente offensive, en saison sèche. Le monde est particulièrement sensibilisé par la famine généralisée qui sévit au Kampuchea, par cette tragédie d'une cruauté inouïe, sans parallèle dans l'histoire bimillénaire de notre peuple, même lorsqu'il a traversé la dure période de l'après-guerre.

L'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes humanitaires de par le monde font tout ce qui est en leur pouvoir pour rassembler des fonds et de la nourriture, afin de sauver notre peuple de l'extermination.

Au nom du Gouvernement du Kampuchea démocratique, je tiens à exprimer à tous notre profonde reconnaissance. Nous nous félicitons tout particulièrement de l'initiative prise par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kurt Waldheim, de convoquer le 5 novembre 1979 au Siège de l'Organisation à New York, une Conférence pour les annonces de contributions ayant pour but de mettre sur pied un programme de secours humanitaires d'urgence visant à sauver notre peuple menacé d'extinction par les actes barbares des autorités d'Hanoi.

Pour que cette aide humanitaire soit efficace, il faudrait, selon le Gouvernement du Kampuchea démocratique, que cette Conférence et le Secrétaire général de l'ONU chargent un nombre suffisant de fonctionnaires des Nations Unies

A/34/725
S/13649
Français
Annexe
Page 6

d'assurer directement la distribution de ces secours à la population kampuchéenne victime, de manière à déjouer l'obstruction et les manoeuvres dilatoires d'Hanoi.

Pour indispensable qu'elle soit, cette aide humanitaire ne peut toutefois à elle seule assurer la survie du peuple kampuchéen et de la nation kampuchéenne et empêcher que la guerre ne gagne toute l'Asie du Sud-Est et les autres parties du monde.

Il incombe à l'Organisation des Nations Unies de prendre de toute urgence des mesures concrètes pour obliger les autorités vietnamiennes à opérer un retrait immédiat et total de leurs troupes et à supprimer les colonies de peuplement qu'elles ont établies au Kampuchea. Cela devrait se faire sous le contrôle direct de l'Organisation des Nations Unies, afin de permettre au peuple kampuchéen d'exercer son droit souverain de décider par lui-même de son destin, à l'abri de toute ingérence étrangère. C'est là le seul moyen d'assurer sa survie et celle de la nation kampuchéenne, d'empêcher aussi que le conflit ne gagne du terrain, de maintenir la paix, la sécurité et la stabilité en Asie du Sud-Est, dans le reste de l'Asie et dans le monde.

Madame la Présidente,

Ma délégation estime qu'il est de son devoir d'appeler l'attention de la Réunion préparatoire sur le fait que les femmes d'Asie et du Pacifique sont plus que quiconque préoccupées par les crimes de génocide que commettent les autorités d'Hanoi, qui à l'heure actuelle, par le fer et le feu et par l'odieuse stratégie de la faim, vouent chaque jour à la mort des centaines et des milliers de femmes du Kampuchea. Parce que l'Asie, le Pacifique, et avant tout l'Asie du Sud-Est sont directement menacés par l'expansionnisme agressif des autorités d'Hanoi, la délégation kampuchéenne est convaincue que nos soeurs, les femmes d'Asie et du Pacifique, ne laisseront pas sans réagir plus de 220 000 barbares vietnamiens égorger, comme bon leur semble, les femmes du Kampuchea.

C'est pourquoi nous autres femmes du Kampuchea, victimes du génocide et de la guerre d'agression menée par les Vietnamiens, lançons un appel aux participantes à cette Réunion pour qu'elles examinent la possibilité d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, qui doit se tenir à Copenhague (Danemark) en juillet 1980, une nouvelle question concernant les moyens de sauver les femmes du Kampuchea de l'extermination dont elles sont menacées du fait des autorités d'Hanoi. Nous sommes d'ores et déjà convaincues que notre appel sera pleinement appuyé par cette Réunion, car il y va de la survie de notre peuple et de notre nation et du bien de l'humanité tout entière.

Je vous remercie, madame la Présidente.
